

Convention collective départementale

IDCC : 829. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES ET CONNEXES
(VAUCLUSE)**

(20 janvier 1976)

(Etendue par arrêté du 5 mai 1981,
Journal officiel du 13 juin 1981)

AVENANT N° 57 DU 29 AVRIL 2008

PORTANT MODIFICATIONS DIVERSES

NOR : *ASET0850712M*

IDCC : 829

Entre :

La CSMV,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Partie I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er}

Le premier alinéa de l'article 6 « Interprétation de la convention » de la convention collective est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :

« Les divergences qui pourraient se manifester en ce qui concerne l'interprétation d'une clause quelconque de la présente convention, de ses avenants et de ses annexes, feront l'objet d'un examen contradictoire par une commis-

sion composée, d'une part, avec voix délibérative, de 2 représentants par organisation syndicale signataire et d'un nombre égal de représentants de l'organisation patronale et, d'autre part, avec voix consultative, de 2 représentants par organisation syndicale représentative non signataire. »

Article 2

Le quatrième alinéa de l'article 6 « Interprétation de la convention » de la convention collective est supprimé.

Article 3

Le dernier alinéa de l'article 6 « Interprétation de la convention » de la convention collective est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque la commission donnera son avis à l'unanimité des organisations signataires, le texte de cet avis, signé par les commissaires représentant lesdites organisations, aura la même valeur contractuelle que les clauses de la présente convention. Si l'unanimité ne peut être obtenue, un procès-verbal exposera les différents points de vue des organisations ayant voix délibérative. »

Partie II

AVENANT « MENSUELS »

Article 4

Le dernier alinéa de l'article 57 « Congés pour événements de famille » de la convention collective est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour le bénéfice des jours accordés dans le présent article, il est considéré comme beau-père ou belle-mère, les personnes ayant un lien de parenté au sens de l'article 206 du code civil. »

Article 5

Le dernier alinéa de l'article 62 « Indemnité de licenciement » de la convention collective est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque le salarié n'accepte pas la proposition de reclassement lors d'une rupture fondée sur l'aptitude physique du salarié déclarée par le médecin du travail, ainsi que lorsque la rupture est fondée sur une sanction administrative ou judiciaire aboutissant à la suspension durable ou au retrait d'un document administratif nécessaire au salarié pour l'exécution de son contrat de travail (permis de conduire, etc.), il bénéficiera, dans les conditions prévues à l'article L. 122-9 du code du travail, uniquement de l'indemnité légale de licenciement. »

Article 6

L'avant-dernier alinéa de l'article 58.1 « Prévoyance » de la convention collective est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque la dénonciation sera le fait de la totalité des signataires employeurs ou des signataires salariés, le présent article cessera de produire ses effets dans les conditions définies à l'article L. 132-8 du code du travail. »

Article 7

Le dernier alinéa de l'article 58.1 « Prévoyance » de la convention collective est supprimé.

Partie III

AVENANT RELATIF À CERTAINES CATÉGORIES DE MENSUELS

Article 8

Le quatrième alinéa de l'article 76 « Secret professionnel. – Clause de non-concurrence » de la convention collective est supprimé.

Article 9

Le présent accord, établi en vertu des articles L. 132-1 et suivants du code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 132-2-2, IV, du code du travail et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail.

(Suivent les signatures.)